

Numéro 39 - 6 juin 2020

Mort brutale de George Floyd aux mains de la police
Oui à la résistance!
Non au recours aux pouvoirs de police et à
l'armée pour criminaliser la politique!



- La «plus grande démocratie du monde» exposée dans toute sa laideur
- Nick Lin -
 - La faillite des institutions aux États-Unis
- Christine Dandenault -
 - Comme toujours, le gouvernement Trudeau essaie de cacher
que les attaques racistes sont organisées par l'État
- Barbara Biley
- L'incapacité à unir la bureaucratie militaire – un problème sérieux pour
l'élite dirigeante des États-Unis
- Pauline Easton -
 - Dangereux exercices bellicistes du Commandement du Nord
- Tony Seed -

Déclarations

- Les vétérans pour la Paix
- Des organisations pro-indépendance de Porto Rico et de la diaspora

- Le Syndicat national des infirmières unies
- Le Projet de sécurité nationale de l'Union américaine des libertés civiles
- Déclaration commune de l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur et de femmes professionnelles
 - Le Conseil des relations américano-islamiques de la région de la baie de San Francisco et le Caucus juridique asio-américain pour l'avancement de la justice

Supplément **Reportage photo**

- La justice et la fin de la brutalité et de l'impunité policières sont réclamées dans de grandes actions de masse partout aux États-Unis et dans le monde

Mort brutale de George Floyd aux mains de la police

Oui à la résistance! Non au recours aux pouvoirs de police et à l'armée pour criminaliser la politique!



Manifestation de 60 000 personnes à Houston, au Texas, où George Floyd a grandi, le 3 juin 2020

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) exprime sa plus profonde sympathie à la famille de George Floyd et aux familles de toutes les autres victimes de la violence et de l'impunité policières aux États-Unis. Le PCC(M-L) dénonce toutes les attaques racistes - qu'elles soient spontanées ou organisées par des États défaillants en crise qui se sont donné le feu vert pour gouverner par des pouvoirs de police illimités et par le recours à l'armée.

Aux États-Unis, affronter la violence de l'État est un mode de vie, ce qui montre quel genre de

démocratie il y a dans ce pays. C'est la résistance du peuple, en particulier des Afro-Américains, des peuples autochtones, des Portoricains, des Latinos, des peuples autochtones et d'autres minorités ainsi que des travailleurs de toutes origines, qui nous parle du courage et de l'esprit de combat qui caractérisent la classe ouvrière et le peuple américains. Le PCC(M-L) croit fermement que cette résistance est du calibre à frayer une voie vers l'avant pour tenir l'État raciste responsable. Nous sommes une seule humanité, menant une seule et même lutte pour la paix, la liberté et la démocratie. Les Canadiens ne font qu'un avec leurs surs et frères américains.

Dans cette lutte, le PCC(M-L) appelle les Canadiens à s'opposer à la criminalisation de la politique. Les pouvoirs de police ne reconnaissent pas les membres d'un corps politique. Ils ne reconnaissent pas les droits que chacun possède en raison de l'appartenance à ce corps politique, encore moins les droits que chacun possède en tant qu'être humain. Les pouvoirs de police ne reconnaissent que des catégories de « choses » qui sont des « cibles légitimes » destinées à une forme quelconque de punition et ils substituent au gouvernement de lois l'impunité des intérêts privés étroits en place.



Dans les scénarios que l'on voit se dérouler aux États-Unis depuis un certain temps, les êtres humains sont catégorisés tantôt comme des « voyous », tantôt comme des « manifestants », des « fauteurs de trouble », des « étrangers ennemis », des « Noirs », des « Latinos », des « Hispaniques », des « musulmans », des « terroristes », des « déviants » et des « illégaux », sinon ils appartiennent à d'autres catégories de ce genre conçues pour les déshumaniser et en faire la cible d'attaques de toutes sortes. C'est la même chose au Canada, en Grande-Bretagne, en France et dans d'autres pays. Les présidents et premiers ministres qui proposent des formations à la sensibilisation parce qu'il y aurait « un peu de racisme dans chacun de nous », comme le laisse entendre le premier ministre du Canada, participent à une diversion pure et simple.

Le but est de maintenir les gens enchaînés à un système qui prétend que le racisme est une question de « mauvaises politiques » et que la solution est de plaider pour de « bonnes politiques », tout en gardant la prise de décision dans les mains d'intérêts privés étroits.

Le racisme n'est pas une « mauvaise politique ». Il est systémique, inhérent aux États constitués pour défendre les droits de propriété dont les constitutions mêmes mettent les pouvoirs de décision entre les mains de dirigeants dont la tâche principale est de perpétuer les rapports sociaux et les arrangements qui maintiennent la majorité asservie.

Dans les conditions actuelles, c'est l'effort du peuple pour s'investir de pouvoir, pour parler en son propre nom et exercer un contrôle sur les décisions qui affectent sa vie qui élève le niveau de la politique et ouvre la voie au progrès. L'utilisation de pouvoirs de police sans entraves par ceux qui ont usurpé le pouvoir par la force ne fait que révéler l'essence de leur démocratie impérialiste et dans l'intérêt de qui le pouvoir décisionnel est exercé. Ce n'est pas un signe de force, mais un effort désespéré pour garder le contrôle.

À la veille de l'élection présidentielle américaine de novembre 2016, le PCC(M-L) a écrit :

« La campagne a révélé à quel point l'État et le système de gouvernance américains opèrent par la corruption et la coercition et à quel point le peuple est privé de pouvoir politique ».

C'est « l'autre aspect très important du pouvoir d'État entre les mains de l'oligarchie financière, a indiqué le PCC(M-L). L'élite impérialiste dominante parvient à priver le peuple du pouvoir en le privant d'une conception du monde, d'une façon de voir l'ensemble des problèmes posés pour qu'on puisse calmement les démêler et leur trouver des solutions. »

Lorsque Donald Trump a été déclaré président des États-Unis, le PCC(M-L) a écrit que son élection « signifie que la nouvelle administration américaine représentera l'exercice du pouvoir des oligopoles par les pouvoirs policiers sans entraves. Cette élection a plongé les peuples des États-Unis et du monde dans une situation encore plus dangereuse qu'avant. »

Et maintenant, quatre ans plus tard, ce sont les luttes de résistance courageuse du peuple américain, son effort pour s'investir de pouvoir, qui montrent qu'il y a une voie vers l'avant qui n'est pas fondée sur la violence et la guerre. Or, ce n'est pas la conclusion à laquelle les cercles dominants veulent que les peuples en arrivent. Au contraire, ils reprennent la même interprétation de la situation qu'à l'élection de 2016. Le PCC(M-L) avait écrit à ce sujet :

« Pour le camp Clinton, le verdict est que c'est l'apocalypse annoncée et que les valeurs et la vision d'Hillary Clinton sont la seule chose qui nous sépare de l'apocalypse, comme elle l'a dit durant la campagne. Le camp Trump, lui, prétend avoir créé un 'mouvement' anti-establishment qui veut s'attaquer aux problèmes de l'économie et 'arrêter de perdre notre temps'. Les deux camps s'entendent pour dire que maintenant que l'élection est terminée, le devoir de chacun est de respecter la Constitution, de veiller à ce que la transition du pouvoir soit pacifique et de 'rendre sa grandeur à l'Amérique'. »



Malgré son incapacité à « unir l'Amérique » derrière sa vision et ses valeurs, Hilary Clinton avait déclaré qu'à l'avenir, ce sont cette vision et ces valeurs partagées qu'elle continuerait de promouvoir et elle a appelé ses partisans à faire de même. Nous étions censés ne pas voir que dans cette vision, l'agression et la guerre deviennent des outils de négociation, le déclin économique de l'Amérique est la faute de la Chine, et la Russie est le principal ennemi des États-Unis. Cette vision était captée dans son

slogan que les États-Unis sont la « nation indispensable », qui laisse entendre que les autres nations ne le sont pas. Cette vision avait également été exprimée par Hillary Clinton en 2008 lorsqu'elle a dit que les États-Unis pouvaient « rayer l'Iran de la carte » et en 2011 lorsqu'elle a accueilli la nouvelle de l'assassinat du leader libyen Mouammar Kadhafi en disant : « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. »

Mais maintenant, quatre ans plus tard, l'ancien président Obama revient à la charge avec le même message : Nous avons besoin de changement pour que de bonnes politiques puissent être adoptées, dit-il. Nous devons faire respecter la Constitution.

En ce qui concerne Donald Trump, les principaux arguments de sa campagne en 2016 étaient que le système américain est brisé ou truqué, que la position des États-Unis dans le monde a été affaiblie et que seulement un président avec une personnalité comme la sienne pouvait remettre l'Amérique dans le droit chemin. Sa stratégie, a-t-il dit, sera de « s'engager » pour conclure des accords. Le soir de la victoire, il a dit : « J'ai passé ma vie dans le monde des affaires et j'ai remarqué trop de projets et de gens au potentiel inexploité partout sur la planète » et « c'est ce que je m'engage à faire pour notre pays ». Il s'est assuré de mentionner que plusieurs généraux l'ont soutenu, ainsi que la National Rifle Association et le maire de New York au moment des attentats du 11 septembre 2001, Rudolph Giuliani, et d'autres.

Et où en est-il maintenant ? Beaucoup de ces généraux et des escrocs de son administration ont maintenant abandonné le navire et rejoint le camp de ceux qui préconisent le recours à l'armée uniquement pour défendre la Constitution. Pendant ce temps, en bout de désespoir, Trump menace de mort et de destruction tout ce qu'il ne peut pas contrôler dans une frénésie incontrôlée, avec un comportement de plus en plus irrationnel.

Seule la lutte de résistance des travailleurs américains pour défendre leur cause en parlant en leur propre nom ouvrira la voie au progrès et contribuera à éliminer les dangers qui pointent à l'horizon.

Le PCC(M-L) saisit l'occasion pour exprimer ses profonds sentiments fraternels à tous ceux qui, aux États-Unis, sont la cible d'attaques racistes, anti-ouvrières et anti-peuple et qui mènent des luttes courageuses et posent des actes de bravoure et de résistance en proclamant haut et fort que l'armée doit se retirer, que la brutalité et l'impunité policières doivent cesser et que la cause de la justice doit être défendue. De même au Canada, les manifestations militantes et d'envergure montrent que les Canadiens ne font qu'un avec le peuple américain et que nous sommes une seule humanité qui mène une seule et même lutte.

Oui à la résistance !

Non au recours aux pouvoirs de police et à l'armée pour criminaliser la politique !



Plus de 15 000 personnes ont participé à la manifestation sur la Colline du Parlement et devant l'ambassade des États-Unis à Ottawa le 5 juin 2020.

La «plus grande démocratie du monde» exposée dans toute sa laideur

- Nick Lin -

Depuis 12 jours, des centaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations dans plus de 140 villes américaines pour condamner la violence policière, l'impunité, le racisme et l'injustice. Les manifestants ont pleuré la mort de George Floyd, tué de sang-froid par la police de Minneapolis, au Minnesota, le 25 mai dernier.



Manifestation à Washington le 2 juin 2020 contre la mort de George Floyd aux mains de la police

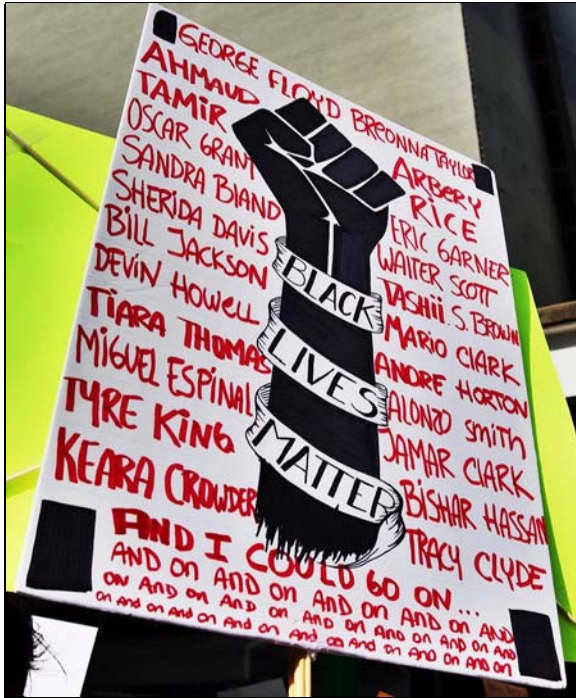
Des manifestations de solidarité regroupant des dizaines de milliers de personnes ont également eu lieu ailleurs dans le monde.

Les circonstances scandaleuses de la mort de George Floyd aux mains de la police mettent en évidence l'inhumanité, les injustices quotidiennes et la menace imminente pour la vie que la privation de pouvoir politique, l'appauvrissement, les divisions de classe, la brutalité policière et l'impunité représentent pour le peuple américain, en particulier les Afro-Américains, les peuples autochtones, les Portoricains et les minorités opprimées. George Floyd, homme de famille, avait 46 ans. Il a perdu la vie après avoir été arrêté parce qu'il était soupçonné d'avoir tendu un billet contrefait de 20 \$. Pendant huit minutes et 46 secondes, un agent de police de 19 ans d'expérience au Service de police de Minneapolis, Derek Chauvin, s'est agenouillé sur son cou alors qu'il était allongé au sol. Les rapports indiquent que la pause du genou sur le cou est une procédure policière acceptée. Trois autres agents présents ont participé à son immobilisation. George a haleté « Je ne peux pas respirer » pendant plusieurs minutes avant de perdre connaissance. Aucun des agents du SPM présents n'a tenté de le réanimer. Le policier Derek Chauvin a gardé son genou sur le cou de George Floyd alors même que des intervenants d'urgence tentaient de le secourir. Tout cela a été filmé par des passants, que la police a empêchés d'intervenir. Deux autopsies distinctes ont déterminé que la mort de George Floyd aux mains de la police est un homicide.



Les manifestants à Minneapolis et à travers le pays, ainsi que des organisations de défense des droits civils, de justice sociale, ouvrières et de lutte contre la guerre ont immédiatement réclamé le licenciement des policiers et que des accusations de meurtre soient portées contre eux – les suspensions avec solde et autres mesures de réprimande ne suffiraient pas pour ces actes répréhensibles de la police. Les quatre policiers de la Police de Minneapolis ont été licenciés le 26 mai. Le 29 mai, alors que les manifestations prenaient de l'ampleur partout au pays, des

accusations de meurtre au troisième degré et d'homicide involontaire au deuxième degré ont été déposées contre le policier Chauvin. Le 3 juin, après quatre autres journées de manifestations de masse soutenues que ni les couvre-feux ni la police et ni la garde nationale n'ont pu étouffer, les accusations contre Chauvin ont été modifiées pour inclure le meurtre au deuxième degré, tandis que les trois autres ex-policiers ont été accusés d'avoir aidé et encouragé le meurtre au deuxième degré. Les revendications plus fondamentales, l'imputabilité de la police et l'éradication de toutes les violences racistes de la police contre les Afro-Américains restent à l'ordre du jour.



La mort brutale de George Floyd aux mains de la police est survenue peu de temps après deux autres meurtres scandaleux récents d'Afro-Américains au nom de la loi et de l'ordre. Le 13 mars, Breonna Taylor, une femme afro-américaine de 26 ans, a été tuée lors d'une descente dans sa maison de Louisville, au Kentucky, par des policiers qui ne se seraient pas identifiés après avoir fait irruption chez elle au milieu de la nuit en exécutant un mandat d'intrusion « sans frapper » basé sur de fausses informations. Le 23 février, Ahmaud Marquez Arbery, un homme afro-américain de 25 ans, a été tué alors qu'il faisait du jogging près de son domicile dans le comté de Glynn, en Géorgie. Il a apparemment été tué dans un acte de vigilantisme d'un ancien policier et de son fils qui cherchaient un coupable pour des vols qui auraient eu lieu dans la région. Le policier et son fils ont finalement été inculpés de meurtre avec

préméditation 74 jours plus tard, le 4 mai, seulement après qu'une vidéo de l'attaque ait été rendue publique.

Ces injustices de l'État américain défaillant et ses services de police contre les Afro-Américains rappellent les événements de six ans auparavant qui ont popularisé le slogan « Black Lives Matter » (la vie des Noirs compte). Deux hommes afro-américains avaient été tués par des policiers. Le premier était Eric Garner, 43 ans, en juillet 2014, qui, comme George Floyd, est décédé en haletant les mots « je ne peux pas respirer » alors que la police le clouait au sol. Le deuxième était Michael Brown, 18 ans, abattu par des policiers à Ferguson, au Missouri, en août 2014. De nombreuses autres morts injustes d'Afro-Américains aux mains de la police ont eu lieu au cours des six années qui ont suivi. Il y a 28 ans, quatre policiers de Los Angeles – dont trois blancs – ont été acquittés du passage à tabac sauvage de Rodney King. Pris en photo par un passant, une vidéo très révélatrice de l'attaque a été diffusée dans des foyers des États-Unis et du monde. Les agents du département de police de Los Angeles l'ont roué de coups de pied à plusieurs reprises et l'ont battu à coups de matraque pendant 15 minutes. Sur la vidéo on voit que plus d'une douzaine de policiers étaient là à regarder et à commenter l'événement. La fureur de l'acquiescement des policiers a provoqué cinq jours d'émeutes à Los Angeles et enflammé le mouvement national contre les disparités raciales et économiques et le recours à la force par la police.

L'accroissement de la violence de l'État, l'anarchie et l'impunité sont une caractéristique de l'État américain défaillant, qui est impuissant face à la crise, que ce soit la pandémie de la COVID-19, le traitement raciste des Afro-Américains, des peuples autochtones, des minorités, des migrants ou des réfugiés ou tout problème auquel sont confrontés les travailleurs américains tous les jours. Cette anarchie et impunité sont parallèles à l'anarchie et au recours à la force qui caractérisent la

politique étrangère des États-Unis. Cela a été amplement démontré par le président Donald Trump quand, devant la montée en force du mouvement de protestation, il a choisi d'attiser les flammes et de créer la division en autorisant les forces policières à commettre d'autres crimes au nom de la loi et de l'ordre.



La Garde nationale se masse dans une rue de Seattle le 4 juin 2020

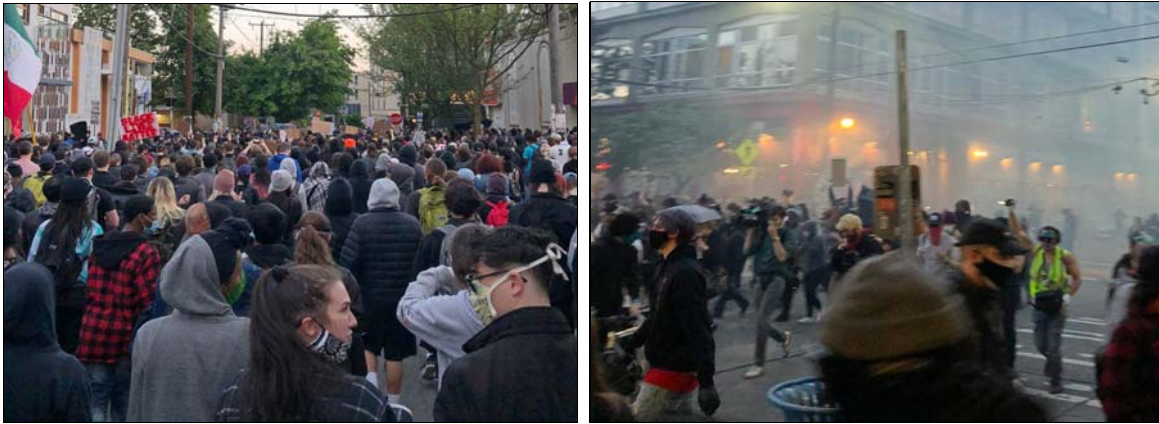
Le 1er juin, Trump est sorti de son abri du bunker de la Maison-Blanche pour tenir une conférence de presse au Rose Garden. Il a parlé de la mort de George Floyd aux mains de la police comme s'il s'agissait d'un cas isolé et a déclaré que son « administration est pleinement engagée à ce que justice soit rendue à George et à sa famille », pendant même que des crimes similaires étaient commis par la police autour de la Maison-Blanche et à travers le pays. Face aux attaques policières non provoquées et aux actes d'agents provocateurs qui se sont livrés au vandalisme et à la violence aveugle (le modus operandi des agences de sécurité de l'État pour saper le mouvement du peuple et ses revendications), Trump a affirmé que « notre nation a été prise d'assaut par des anarchistes professionnels, des foules violentes, des pyromanes, des pillards, des criminels, des émeutiers, des Antifa et d'autres ».

En agitant cet épouvantail de « manifestants professionnels », Trump a cherché à assimiler les actes collectifs d'affirmation de masse et de défense des droits – en particulier le droit des Afro-Américains de vivre dans la dignité et la sécurité – au terrorisme, pour ainsi justifier l'utilisation d'encore plus de violence étatique, de mesures exceptionnelles et de pouvoirs arbitraires contre le peuple et les forces progressistes. « Ce ne sont pas des actes de protestation pacifique, a-t-il dit, ce sont des actes de terreur intérieure. » Il a poursuivi en disant que toutes les ressources fédérales, « civiles et militaires », seraient mobilisées pour réprimer les manifestations. Trump a conclu son discours en affirmant que son administration est le défenseur de l'état de droit et l'unificateur du peuple.

Du Rose Garden, il est allé « présenter [ses] hommages à un endroit très, très spécial » : il a offert une séance photo mise en scène où il a brandi une bible à l'envers devant l'église épiscopale St. John. « Près de la Maison-Blanche, les policiers ont aspergé de gaz lacrymogènes des manifestants réunis pacifiquement pour faciliter une séance de photos du président », écrit l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU). La police antiémeute a violemment délogé les manifestants qui étaient calmement rassemblés sur la place Lafayette et sur le parvis de l'église et recevaient l'aide de membres du clergé.

Le 2 juin, le président Trump et la première dame ont visité un sanctuaire de Washington érigé en l'honneur du pape Jean-Paul II, pour une autre séance de photos. L'opportunisme des deux incidents au milieu des manifestations de masse a été dénoncé par les dirigeants de chaque

confession. Mariann Edgar Budde, évêque du diocèse épiscopal de Washington, dans un éditorial du *Washington Post*, a déclaré que Trump « a utilisé des symboles sacrés pour se dissimuler sous le manteau de l'autorité spirituelle, tout en épousant des positions antithétiques à la Bible qu'il tenait entre ses mains. C'est pourquoi j'ai tracé la ligne, tout comme mon collègue l'archevêque Wilton Gregory, lorsque, le lendemain, M. et Mme Trump ont effectué une visite inopinée au sanctuaire national Saint-Jean-Paul II. » Mgr Gregory a fait remarquer à propos de la séance photo du 2 juin: « Je trouve déconcertant et répréhensible que tout établissement catholique se permette d'être abusé et manipulé de manière si flagrante et en violation de nos principes religieux, qui nous appellent à défendre les droits de tous les êtres humains, même ceux avec qui nous pourrions être en désaccord. »



Rue de Seattle avant et après la perturbation policière de la manifestation pacifique le 2 juin 2020

Depuis que George Floyd a été tué, des gens de tous horizons, jeunes et vieux, descendent dans les rues des villes américaines pour s'opposer à la brutalité policière et à l'impunité de la police et pour exiger que les responsables rendent des comptes. La justesse de leur cause est soulignée par le fait que, dans les grandes villes en particulier, les forces policières ont accueilli ces manifestations avec un esprit de vengeance, envoyant un message clair et arrogant qu'elles peuvent et continueront d'agir en toute impunité. Les manifestants ont été confrontés à des menaces arbitraires de la police, de l'armée ou d'autres forces de sécurité. La réponse de la police, sauf dans quelques rares exceptions, a été encore plus brutale. À New York, des véhicules de police ont foncé dans la foule et un policier a arraché le masque protecteur d'un manifestant noir pour l'asperger directement au visage, rapporte l'ACLU.

Il y a eu de nombreuses arrestations injustifiées et de nombreux cas d'usage de la force par la police contre des manifestants, des observateurs témoins, des secouristes, des journalistes et des passants. Il s'agit notamment de coups et d'attaques non provoqués à l'aide de balles de métal recouvertes de caoutchouc, de gaz lacrymogènes et d'armes chimiques. Des personnes atteintes par des projectiles « moins meurtriers » ou agressées par la police ont été grièvement blessées et hospitalisées. Des journalistes ont également été maltraités par la police, notamment un qui a été atteint à l'œil par une balle de caoutchouc et rendu aveugle. On rapporte qu'une jeune femme est morte d'une crise d'asthme provoquée par des gaz lacrymogènes. Plus de 10 000 personnes ont été arrêtées. Le 31 mai, des couvre-feux ont été déclarés dans 25 villes de 16 États, touchant plus de 40 millions de personnes. Les gouverneurs de 34 États auraient maintenant fait appel à 43 000 soldats de la Garde nationale, dont plus de 10 000 ne serait-ce qu'à Minneapolis. Cela ne doit pas passer !

La réponse brutale du président américain et de tout l'appareil de sécurité de l'État aux justes revendications du peuple expose la réalité de « la plus grande démocratie du monde » dans toute sa laideur. Elle souligne la nécessité pour les peuples de trouver les moyens de s'investir de pouvoir pour se garantir une sécurité fondée sur la défense des droits de tous et de toutes.

Il est important que tous prennent part aux actions pour exiger la justice pour la tuerie gratuite et les persécutions d'Afro-Américains, soutenir les personnes courageuses aux États-Unis qui luttent pour leurs droits et réclamer justice pour tous les actes similaires d'injustice, de violence et d'impunité policières au Canada et aux États-Unis.



Depuis le 4 juin 2020, la Maison-Blanche est entourée d'une haute clôture. Les commentateurs ont souligné l'ironie que l'administration Trump, qui cherchait à construire un mur le long de la frontière avec le Mexique pour « protéger les Américains » des « immigrants illégaux » a plutôt dû construire un mur autour de la Maison-Blanche pour protéger le président Trump et le pouvoir illégitime qu'il exerce des revendications d'imputabilité du peuple américain qu'il prétend représenter.

Supplément
Reportage photos

**La justice et la fin de la brutalité et
de l'impunité policières sont réclamées dans
de grandes actions de masse partout aux
États-Unis et dans le monde**

La faillite des institutions aux États-Unis

- Christine Dandenault -

La situation actuelle aux États-Unis montre à quel point le gouvernement américain et l'oligarchie financière ont plongé le pays dans l'anarchie et le chaos, car c'est tout ce qu'ils ont à offrir, résolu à sauver le système impérialiste et leur pouvoir absolu. La réponse du président au vaste mouvement d'opposition du peuple américain et de sa jeunesse à la gouvernance et au pouvoir de police et militaire illustre la faillite des institutions américaines, de la vieille Constitution désuète et du système non démocratique. Sa réponse est l'anarchie et la violence, l'imposition des pouvoirs de police et militaires, le mépris total envers le peuple, la guerre et l'agression, le diktat. La

situation est telle que l'élite dominante, ayant mis en place les forces les plus sombres et les plus réactionnaires, a déclaré que ce que les États-Unis ne peuvent dominer, ils doivent le détruire. Et cela à l'étranger comme au pays. Si on ne peut pas contenir la colère du peuple américain et de sa jeunesse qui aspire à un avenir radieux, juste, libéré de la discrimination, de l'impunité, de l'exploitation et de la guerre, il faut les mater et les soumettre, dit l'élite dirigeante.



Des Black Panthers à l'avant de la marche pour réclamer justice pour George Floyd à Atlanta, Géorgie, pour protéger les participants

Les images, reportages, entrevues et vidéos où les jeunes prennent la parole expriment la recherche de solutions modernes, de mécanismes nouveaux et modernes qui leur permettent d'être une force active pouvant ouvrir la voie au progrès aux États-Unis et contribuer à la même cause dans le monde.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) souligne depuis longtemps que les conditions du néolibéralisme font que les autorités en place dans différents pays sont en contradiction avec les conditions. C'est ce qui se produit de toute évidence aux États-Unis avec les meurtres, la réponse militaire et la réaction à la pandémie de la COVID-19. Il en ressort une situation extrêmement inquiétante pour la classe ouvrière et le peuple américains et pour les peuples du monde. Régler leurs comptes avec les autorités américaines est la tâche pour laquelle les peuples du monde se joignent à la classe ouvrière et au peuple des États-Unis.



L'autorité en position de contrôle apparaît comme le plus grand obstacle aux peuples des États-Unis et du monde dans leurs efforts pour régler les comptes avec les produits du système impérialiste et de son État, et d'en sortir en tant qu'une seule humanité maîtresse de ses conditions et munie de l'autorité de se gouverner et de répondre aux conditions de façon objective.

La situation actuelle est porteuse de danger énorme pour le peuple américain et les peuples du monde. En cette période de pandémie qui nécessite un effort collectif dans le monde pour la vaincre, la situation qui prévaut aux États-Unis avec la gouvernance des intérêts privés au poste de commandement est très fragile et dangereuse. Tout est fait pour bloquer la réponse collective des peuples et ce blocage, ce mur appelé démocratie américaine, agit contre l'humanité entière.

An Canada et au Québec, les gouvernements et les partis cartels font vite et même conjointement

des déclarations et adoptent des motions pour dénoncer le racisme et la discrimination, mais refusent d'admettre la nécessité de moderniser les institutions d'État qui propagent les arrangements et la politique racistes du gouvernement dans leur effort pour s'assurer que le peuple ne s'investisse pas du pouvoir de décider de ses affaires. Ce blocage du nouveau est systématique et objectif. Il continue et il étouffe.

Les peuples doivent persister à se transformer en force organisée, qui joue un rôle conscient, qui active le facteur humain/conscience sociale pour se placer au coeur des prises de décision. Le contraire devient un blocage. Appuyons fermement la lutte du peuple et de la jeunesse aux États-Unis !



Comme toujours, le gouvernement Trudeau essaie de cacher que les attaques racistes sont organisées par l'État

- Barbara Biley -

Tout est fait pour cacher que c'est l'État américain qui est antitravailleur, sexiste, raciste et anti-immigrant et aussi profondément anticomuniste et que l'impunité et la violence policières ne sont pas systémiques et non le fait de quelques « mauvais éléments ». Cela est fait entre autres en exprimant la consternation devant le racisme et l'impunité policière tout en cachant le fait qu'ils sont inhérents aux constitutions anachroniques qui enchâssent les droits de propriété au nom « du peuple ». On fait également de Trump la question, ou du besoin d'élire quelqu'un qui défendra la Constitution. Aucune épithète n'est ménagée pour dépeindre les travailleurs des États-Unis qui ont voté pour Trump - des fanatiques enragés qui foulent aux pieds les droits du peuple.

Un bon exemple est celui du premier ministre Justin Trudeau. Lors de son exposé quotidien du 1er juin, sur les mesures mises en oeuvre par le gouvernement fédéral face à la pandémie de la COVID-19, le premier ministre Trudeau a déclaré : « Pour beaucoup trop de Canadiens, ce qui se passe de l'autre côté de la frontière en ce moment, ce sont des scènes familières. Le racisme envers les Noirs, la discrimination systémique, l'injustice — ça existe aussi chez nous. En fin de semaine, on a vu des milliers de personnes partout au pays manifester pacifiquement pour se dresser contre le racisme.

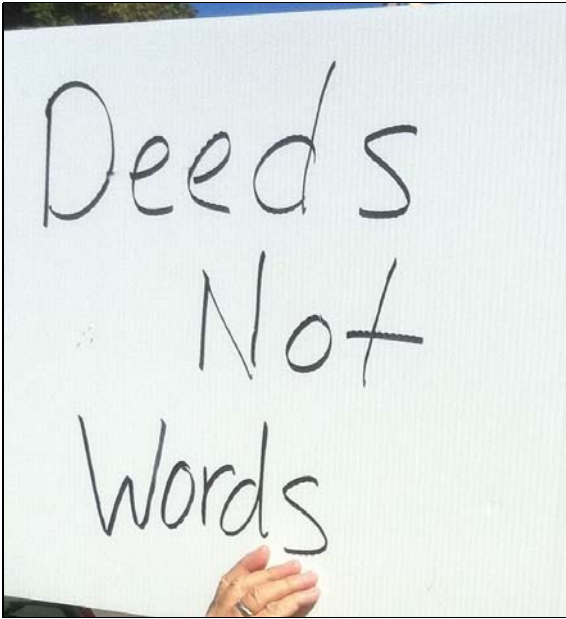


« En faisant front commun, et en dénonçant ceux qui essaient comme toujours de perturber ces manifestations, les Canadiens envoient le message qu'ils ne toléreront pas l'injustice. Je veux donc m'adresser aux jeunes Canadiens noirs : je vous entends. J'entends vos inquiétudes, votre colère, votre peine. Je vous entends lorsque vous dites que ça vous rappelle des expériences douloureuses de racisme et de discrimination. Je vous écoute. Et notre gouvernement est là pour vous. Et on agit pour combattre le racisme et la haine sous toutes ses formes. Le statu quo où les jeunes font face à la violence à cause de la couleur de leur peau est inacceptable. Aucun parent ne devrait avoir à expliquer à nouveau à leurs enfants qu'eux ou leurs amis pourraient subir le racisme. Il est temps — plus que temps — que ça change.

« En tant que dirigeants et alliés, on doit veiller à ce que tout le monde soit en sécurité et traité

avec respect. Ça inclut bien sûr les journalistes, qui doivent pouvoir faire leur travail sur le terrain pour exposer la vérité et raconter les histoires qu'on doit entendre. Et en tant que Canadiens, on doit continuer de bâtir un pays meilleur et plus égal pour tous. »

Aux États-Unis, des travailleurs, des jeunes et des personnes de tous horizons se sont opposés aux attaques de l'État contre les Afro-Américains et les minorités provoquées par la mort de George Floyd aux mains de la police le 25 mai à Minneapolis. Au Canada et dans le monde entier, des actions de solidarité avec la juste cause du peuple américain ont lieu pour exiger que cessent le racisme systémique et l'impunité policière. Cette solidarité repose sur une cause et une expérience communes des attaques racistes organisées par l'État qui font partie du modus operandi de l'élite dirigeante dans tout le système impérialiste d'États.



Trudeau ne trompe personne lorsqu'il dit : « Je vous écoute. Et notre gouvernement est là pour vous », en ce jour même du premier anniversaire de la publication du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, dans les jours qui ont suivi la mort d'une jeune femme autochtone noire à Toronto lors d'une interaction avec la police et trois jours avant la mort d'une femme autochtone au Nouveau-Brunswick aux mains de la police. Des séquences vidéo de la violence policière contre un homme au Nunavut sont également présentées comme une aberration, plutôt que la norme. Le chef de la police de la Saskatchewan, qui, un genou à terre, a dit que la police doit faire mieux, reçoit une grande couverture médiatique, mais on omet de dire que dans cette province, les morts de femmes et

d'hommes autochtones aux mains de la police sont un fait connu de tous. Le message de Trudeau « nous sommes tous ensemble là-dedans » pour faire la morale aux Canadiens et leur dire que « nous » devons faire mieux sont devenus la phrase à la mode pour nier la réalité. Comment vont-ils « mieux faire » l'assaut policier contre les manifestants du G20 en 2010 ?

Trudeau voudrait que nous croyions que son gouvernement s'attaque à « ce qui se passe de l'autre côté de la frontière en ce moment » en tentant de détourner l'attention par un blâme pas si subtil du peuple canadien avec son « nous sommes tous ensemble là-dedans ». Il ne trouve dans son âme que la force de dénoncer « ceux qui essaient comme toujours de perturber ces manifestations » tout en maintenant une attitude de « non-ingérence » lorsqu'il s'agit de condamner les actions de la police et les menaces de Trump d'utiliser l'armée contre le peuple non armé. Trudeau et la vice-première ministre Chrystia Freeland répètent sur un ton moralisateur qu'il ne leur appartient pas de dire aux autres dirigeants comment se comporter alors qu'ils n'ont pas hésité à reconnaître l'imposteur Guaido au Venezuela, commettant de facto une ingérence pure et simple, non seulement par la parole, mais par des actes, dans les affaires intérieures de ce pays et d'autres au nom des « valeurs canadiennes » et de « l'état de droit ».

Ce qui est exprimé dans les actions de solidarité au Canada, c'est à la fois le soutien à la juste lutte de la classe ouvrière et du peuple américains, et la détermination du peuple canadien à mettre fin au racisme et aux attaques racistes organisées par l'État au Canada.



L'incapacité à unir la bureaucratie militaire – un problème sérieux pour l'élite dirigeante des États-Unis

- Pauline Easton -

Une des tâches de la présidence des États-Unis est de préserver l'union, ce qui requiert d'unir la bureaucratie militaire. Cette bureaucratie, qui a atteint d'énormes proportions, fait partie de la machine d'État qui se perpétue d'un président à l'autre. C'est l'État et son monopole sur l'usage de la force qui assurent la continuité du pouvoir des oligarques financiers et des intérêts privés étroits qui se sont emparés du contrôle de l'État américain. Alors que les gouvernements changent d'une élection à l'autre, dans les conditions actuelles où les institutions existantes de la gouvernance, que ce soit le Congrès, les partis politiques ou les élections, sont dysfonctionnelles et ne servent plus à résoudre les conflits, l'incapacité à unir la bureaucratie militaire pose une menace croissante à l'union elle-même.[1] Les appels émis par les généraux et des sections du secteur militaire sont un exemple de ce qui se produit lorsque l'appareil militaire devient lui-même politisé et ne se considère plus représenté par le président, qui est aussi le commandant en chef. Plusieurs des déclarations des personnalités militaires et d'autres déclarations sont des appels à suivre la Constitution lorsque et si des militaires doivent être déployés contre le peuple américain. Ils tendent à cacher que leur déploiement en violation de la Constitution montre que celle-ci n'est plus l'autorité aux États-Unis.



Lorsque des généraux et de hauts représentants militaires, la plupart retraités, prennent la parole contre le président, dans ce cas-ci Donald Trump, cela est contraire aux normes militaires selon lesquelles les représentants militaires doivent demeurer neutres afin de garantir leur engagement envers quiconque devient commandant en chef. Ils jurent allégeance à la Constitution, pas au président. Depuis que l'offensive antisociale néolibérale a été déclenchée dans les années 1990, des intérêts privés étroits ont commencé à rivaliser pour s'emparer directement du pouvoir d'État. Cela fait quelque temps maintenant que les membres

de l'état-major interarmées des États-Unis - les plus hauts commandants de la Marine, du Marine Corps, de l'Armée et de l'Armée de l'air - font des déclarations publiques dénonçant les gestes du président. Par exemple, avant les événements actuels, en réponse à des déclarations de Trump sur les manifestations et la violence des nazis et du KKK à Charlottesville, en Caroline du Nord, au mois d'août 2017, les chefs militaires ont fait des déclarations considérées comme des reproches ouverts adressés à Trump. Les reportages médiatiques ont mis l'accent sur le fait que les déclarations « ont démontré un malaise profond au Pentagone » et une « rupture dramatique avec la tradition » selon laquelle les militaires ne font pas de déclarations publiques qui contredisent le président.[2]

Bien sûr, l'impression est créée que les militaires soutiennent la Constitution des États-Unis qui, doit-on croire, n'est pas raciste jusqu'à la moelle. En plus, les forces armées sont notoires pour leur racisme brutal, dans leurs rangs et envers les peuples du monde. Les soldats sont formés de manière à considérer les peuples qui sont assujettis à l'agression des États-Unis comme moins qu'humains, avec l'emploi d'épithètes racistes. Inciter à l'intolérance et à la haine afin de convaincre les soldats de massacrer l'« ennemi » est considéré comme une partie nécessaire de

l'entraînement militaire. Cela montre que l'objectif des commentaires des personnalités militaires n'est pas de prendre position contre le racisme qui a imprégné l'État américain et ses forces armées « depuis 1775 », et qui a été et qui demeure une partie intégrante de son génocide contre les peuples autochtones, les Africains asservis et aujourd'hui les Afro-Américains et les peuples ciblés par leurs attaques, provenant de tous les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. En plus, cela cache le fait qu'aujourd'hui de nombreuses unités de police, de l'armée et des services spéciaux sont déployées à l'échelle des États-Unis pour attaquer les immigrants, les migrants et les Afro-Américains sous la conduite directe du Commandement du Nord pour « préserver la sécurité des États-Unis ».

Il est certain que les déclarations et les politiques mises de l'avant par Trump attaquent le pouvoir civil et démontrent le désespoir des intérêts étroits privés impérialistes qui préfèrent détruire ce qu'ils ne peuvent pas contrôler. Cependant, les déclarations qui prétendent défendre le pouvoir civil tel qu'enchâssé dans la Constitution sont elles-mêmes des actes de désespoir parce qu'il est clair que ce pouvoir civil n'existe plus. Il avait été créé pour protéger des intérêts de propriété privée et a maintenant été usurpé par les cartels et les coalitions qui décident de tout aujourd'hui.

Toutes sortes de commentaires sur le racisme sont faits aujourd'hui par des dirigeants dont la tâche principale est de détourner l'attention du fait que la classe dirigeante des États-Unis est imbuë du racisme, organise des attaques racistes et finance et arme les nazis et le KKK et des groupes militaires afin de préserver son pouvoir et son union. Tout comme ce fut le cas de la violence à Charlottesville il y a deux ans, le traitement des noirs et des minorités aux États-Unis est une provocation organisée par l'État qui sert à dresser les Américains les uns contre les autres pendant que l'État s'en tire indemne.

Grâce à la lutte de résistance du peuple, la manoeuvre ne réussira pas.

En même temps, les déclarations des plus hauts représentants militaires et politiques révèlent la désunion profonde et les conflits qui font rage au sein des cercles dirigeants. Cela aussi est une indication du grave danger de guerre civile et potentiellement d'une guerre impérialiste plus vaste.

La guerre d'agression est une des façons que les présidents précédents ont utilisées pour unir la bureaucratie. Cependant, les contradictions dans les rangs des oligarques pour le contrôle du pouvoir décisionnel sont si aiguës que même cela ne fonctionne plus et les attaques contre le peuple américain se sont intensifiées. Cela non plus ne réussira pas à résoudre les problèmes actuels auxquels les dirigeants font face, et c'est pourquoi les dirigeants s'efforcent par tous les moyens de préserver l'union et sa forme constitutionnelle alors qu'ils imposent un gouvernement de pouvoirs de police, concentré dans la présidence. On s'assure que la façade de la démocratie et du pouvoir civil demeure, mais les institutions de la gouvernance qui la maintiennent sont éliminées, ce qui rend le maintien de ce pouvoir de plus en plus difficile et imprévisible.



Cela pose pour le peuple la nécessité de s'organiser sur une base qui correspond aux besoins de notre temps et de ce que celui-ci révèle,

soit le besoin que le peuple s'investisse du pouvoir décisionnel. Aujourd'hui, c'est la résistance du peuple qui fournit une nouvelle direction aux affaires politiques. L'enjeu n'est pas de prendre parti pour un côté ou l'autre des dirigeants ou de défendre une constitution dépassée qui enchâsse les droits de propriété et non les droits humains. Le travail d'organisation aujourd'hui tend à créer une démocratie qui est l'oeuvre du peuple, dans laquelle le peuple contrôle le pouvoir décisionnel.

La Constitution des États-Unis n'est pas le défenseur des droits des peuples. Elle est au service des ennemis des peuples tant au pays qu'à l'étranger. Tirer la conclusion que les attaques contre les Noirs et la réponse militaire aux manifestations et aux appels à la justice montrent la nécessité de défendre la Constitution est une manoeuvre pour priver le peuple de son propre pouvoir politique. L'objectif est de diviser davantage le peuple, ce qui va jouer encore plus au profit de la classe dirigeante américaine. Il est inutile de débattre de l'irrationalité et de l'incohérence de Trump, car ces débats ne donnent pas naissance à une personnalité démocratique moderne. Au contraire, ils servent à perpétuer l'illusion qu'on pourrait élire quelqu'un de mieux sans changer les arrangements actuels et adopter les « bonnes » politiques. Ils servent à perpétuer la marginalisation du peuple.[3]

La situation est grave pour la classe ouvrière américaine et les masses populaires de toutes nationalités. Il faut une évaluation objective et une analyse sérieuse afin de pouvoir identifier les amis et ennemis du peuple, faire la distinction entre ceux dont le but est de briser les chaînes et ceux dont le but est de resserrer les chaînes. Tous ceux qui veulent que justice soit faite se lèvent en une seule force. Ils condamnent les atrocités de l'État ainsi que la criminalisation de la politique. C'est ainsi qu'ils peuvent contrecarrer les efforts pour détourner et diviser la lutte du peuple pour une paix, une liberté et une démocratie véritables. Dans une démocratie créée par le peuple, et non par de supposés représentants du peuple, tous bénéficieront de l'égalité et de droits tels qu'ils sont définis par le peuple sur une base moderne. Des institutions modernes de gouvernement et une constitution moderne peuvent être développées au cours de la lutte pour investir le peuple du pouvoir politique.

Les manifestations massives qui ont lieu en ce moment témoignent du fait que c'est le mouvement de résistance qui trouvera la voie à suivre. Ce mouvement rassemble des personnes de tous horizons dans une cause commune pour la paix, la justice et la démocratie. C'est la preuve que nous sommes une seule humanité engagée dans une seule et même lutte et que nous vaincrons.

Notes

1. Pour les États-Unis, la question d'unir la bureaucratie militaire est particulièrement importante, car il n'y a pas une seule force militaire unifiée. Il y a plutôt des branches rivales qui à la fois entrent en collusion et rivalisent pour les ressources et le pouvoir. Il y a aussi les nombreuses agences armées dans le pays, comme celles à la frontière, le FBI, la Drug Enforcement Administration (DEA) et bien d'autres, ainsi que les forces de police hautement militarisées créées depuis les attentats du 11 septembre 2001 qui sont toutes en fin de compte sous le commandement du Northern Command. Tout cela doit être contrôlé et uni derrière la présidence, ce que Trump ne réussit pas à faire jusqu'à présent.

2. « L'armée ne tolère pas le racisme, l'extrémisme ou la haine dans nos rangs », a gazouillé le 16 août 2017 le général Mark Milley, chef d'état-major de l'armée. « C'est contre nos valeurs et tout ce que nous défendons depuis 1775. »

Le commandant général des Marines, Robert B. Neller, a gazouillé le 15 août 2017 qu'il n'y a « pas de place pour la haine raciale ou l'extrémisme au sein du Corps des Marines. »

L'amiral John Richardson, le chef des opérations navales, a publié le 13 août 2017 une déclaration sur Twitter et Facebook qualifiant les événements de Charlottesville de « honteux » et «

inacceptables ». Il a déclaré : « La Marine s'opposera toujours à l'intolérance et à la haine. » Le général David L. Goldfein, chef d'état-major de l'Air Force, a gazouillé le 16 août 2017 qu'il se tenait aux côtés « de mes collègues chefs de service, en disant que nous sommes toujours plus forts ensemble ».

3. Voir ces déclarations qui ont été faites :

Ce qu'ils ont dit

- **Le président des États-Unis Donald Trump**
- **Le général à la retraite James Mattis, ancien secrétaire à la Défense**
- **Amiral à la retraite Mike Mullen, 17e président de l'Instance collégiale des chefs d'état-major**
- **Barack Obama, 44e président des États-Unis**

Dangereux exercices bellicistes du Commandement du Nord

- Tony Seed -

Le 28 mai, le Commandement du Nord du Pentagone (NORTHCOM) a lancé un exercice de guerre de quatre jours sur la côte nord-est des États-Unis et du Canada. Il est sans précédent dans la mesure où il implique également les commandements spatial, de transport et stratégique des États-Unis.

Le *US Navy Times* rapporte que « le porte-avions *USS Harry S. Truman* et son escadre aérienne se joindront aux avions de chasse canadiens [*CF-18 - note du LML*] et aux F-15 des forces aériennes des États-Unis pour effectuer des interceptions contre des avions hostiles pendant l'exercice qui a commencé jeudi et se terminera dimanche.



[...]

« Un bombardier B-1B des forces aériennes des États-Unis sera également utilisé comme ennemi dans le but d'infiltrer l'espace aérien des États-Unis.

« En cours de route, les hauts gradés militaires espèrent que l'exercice pourra renforcer la capacité des militaires à communiquer et à partager des informations en temps réel selon un tel scénario, rapporte NORTHCOM.

« Le Commandement de transport des États-Unis fournit des navires et avions-citernes de ravitaillement le long de la côte pour soutenir les forces de défense pendant l'exercice, et le Commandement spatial fournit des communications par satellite et GPS.

« Diriger des opérations de commandement de multiples forces de combat complexes réparties dans plusieurs domaines démontre que nous sommes prêts à défendre notre patrie, malgré la

COVID-19', a déclaré dans un communiqué le général Terrence O'Shaughnessy des forces aériennes et chef du NORTHCOM (et de NORAD). »

Le 29 mai, le Commandement du Nord des États-Unis a gazouillé « Le général O'Shaughnessy, @NORAD Command & NORTHCOM CDR, a rendu visite au USS *Harry S. Truman* pour notre exercice unique de défense du territoire (#Homeland Defense) dans l'Atlantique ! Malgré #COVID19, nous sommes prêts à défendre la patrie ! »

Le Groupe aéronaval d'attaque Truman est composé du porte-avions amiral de classe Nimitz USS *Harry S. Truman* (CVN-75) et de neuf escadrons de Carrier Air Wing (CVW) 1, du croiseur lance-missiles de classe Ticonderoga USS *Normandy* (CG-60) et du destroyer lance-missiles de classe Arleigh Burke USS *Forrest Sherman* (DDG-98).

Alors que l'exercice est faussement présenté comme « défensif », l'exercice précédent de ce groupe d'attaque était clairement une répétition d'une agression par voies terrestre, aérienne et marine. Le U.S. Naval Institute a indiqué que du 12 au 18 mai, le groupe d'attaque « a mené une semaine d'exercices d'intégration aéronavale avec le 2e groupe aéronaval » basée en Caroline du Nord. « La semaine d'intégration de jour comme de nuit a commencé par des exercices de soutien aérien rapproché, au cours desquels les forces terrestres se sont coordonnées avec des avions de chasse de la Marine pour frapper des cibles. »

NORTHCOM ne donne aucun autre détail sur le lieu du récent exercice ni sur le nombre d'avions de guerre de l'Aviation royale canadienne (ARC) qu'elle a ordonné de « défendre la patrie ».

La page Twitter officielle de l'ARC est muette sur sa participation, une caractéristique de la politique du secret d'un gouvernement qui décrète que le nombre de membres des forces armées infectés par la COVID-19 est une question de sécurité nationale. Les deux derniers gazouillis présentent le parachutage de vivres à 13 personnes isolées sur une île au sud-ouest de Puvirnituq, au Québec, et le retour d'une mission de 30 hommes qui ont fourni un soutien logistique radar en Islande.



Cet exercice est dangereux si l'on tient compte des plans de déclarer la loi martiale aux États-Unis, comme en témoignent la grande agitation sociale contre la mort d'Afro-américains aux mains de la police, le déploiement de policiers militarisés et de troupes de la Garde nationale fédérale et d'État au nombre totalisant plus de 64 000 hommes, dans une « guerre contre le coronavirus », de beaucoup accrues depuis le 1er juin dans la « guerre contre l'extrémisme violent », et les affrontements entre la Maison-Blanche et les gouverneurs des États sur le contrôle de la violence causée par la machine d'État et l'opposition du pouvoir militaire face à l'ingérence du pouvoir exécutif.

William Arkin, l'un des analystes les plus en vue sur la sécurité aux États-Unis, a déclaré le 13 mars à *Newsweek* que le 1er février, « le secrétaire américain à la Défense, Mark T. Esper, a signé des ordres d'exécution ordonnant au NORTHCOM de mettre en place des plans à l'échelle nationale en cas de pandémie ». Il a rapporté que « secrètement, il a signé des ordres

d'avertissement (le WARNORD comme on l'appelle) alertant le NORTHCOM et une multitude d'unités de la côte est de 'se préparer à se déployer' en appui à de potentielles missions extraordinaires ». Ces missions sont codifiées dans une série de sept plans secrets impliquant « la continuité du gouvernement et la protection de la présidence ».

Quand « l'autorité en cas d'urgence » de l'armée sera-t-elle requise ? « Traditionnellement, on y pense après qu'un engin nucléaire ait explosé sur une ville américaine. Mais maintenant, les planificateurs envisagent une réponse militaire à la violence urbaine alors que les gens cherchent à se protéger et se disputent pour la nourriture. Et, selon un officier haut-gradé, dans l'éventualité de l'évacuation complète de Washington », rapporte Arkin. Tous ces plans relèvent de la responsabilité du Commandement du Nord du Pentagone.

En outre, l'exercice provocateur coïncide avec l'annonce par l'administration Trump du retrait des États-Unis du traité Open Skies (Ciel ouvert) dans le cadre de démanteler les arrangements d'après-guerre, qui ne servent plus ses intérêts. Le traité est un mécanisme international de contrôle des armements signé et ratifié par 34 pays, notamment par la Russie et les États-Unis, mais aussi par presque tous les membres européens de l'OTAN. Comme à l'accoutumée, Washington fait porter le blâme de sa décision à la Russie et répand la désinformation sur « l'espionnage russe » aux États-Unis, d'où cet exercice. Ottawa emboîte le pas, pour détourner l'attention du fait que les États-Unis, par l'intermédiaire du Commandement du Nord/NORAD, font peser sur le monde le danger d'une guerre nucléaire dans laquelle les forces canadiennes seront déployées pour défendre la « patrie ». Arkin écrit que les justifications doivent « présenter une pression catastrophique suffisamment grande pour justifier le mouvement vers des actions extraconstitutionnelles et vers des plans pour des circonstances extraordinaires », qui pourrait être de prétendues incursions russes ou de missiles chinois. L'année dernière, Trump a invoqué le danger d'« invasions » à la frontière avec le Mexique huit fois dans un seul discours pour justifier le déploiement de près de 10 000 soldats, créant le spectre d'une invasion du Mexique.

Le traité autorise les pays à effectuer des vols de reconnaissance au-dessus du territoire respectif des autres, le nombre de vols dépend de la taille respective de chaque pays. Les États-Unis et la Russie, par exemple, sont chacun autorisés à effectuer 42 vols par an et l'Allemagne douze. Plus de 1500 vols d'observation ont été effectués depuis 2002, dont environ 500 sur les territoires russe et biélorusse par les États-Unis (200) et par d'autres pays de l'OTAN (300), selon l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP) à Berlin. La Russie n'a effectué que 70 vols au-dessus du territoire américain, beaucoup plus au-dessus des pays européens membres de l'OTAN, qui sont d'une importance capitale pour les préparatifs d'une éventuelle agression par les États-Unis et l'OTAN.

(Sources : Navy Times, U.S. Naval Institute of Proceedings, german-foreign-policy.com, Newsweek)

Déclarations

Les Vétérans pour la paix

Vétérans pour la Paix appelle au retrait immédiat de la Garde nationale du Minnesota. Nous sommes outrés de voir des armes, des véhicules et de l'équipement militaires déployés une fois de plus dans les villes américaines pour contrôler des membres de la communauté qui ne font que réagir à une longue histoire de violence sanctionnée par l'État. Lorsqu'une communauté sur un pied de guerre est assujettie à une intimidation militarisée, par le fait même son environnement devient une zone de guerre. Nous en appelons à tous ceux qui servent dans la Garde nationale à refuser de servir des intérêts violents et racistes.



Vétérans pour la Paix dénonce les violences policières continues contre des personnes noires et de couleur, menant cette fois-ci au meurtre de George Floyd à Minneapolis, au Minnesota. Nous nous opposons aussi à la riposte militarisée de l'État du Minnesota et des forces policières de Minneapolis au droit de manifester.

Comme si elles n'apprenaient rien des exemples sans fin de tentatives ratées d'imposer le silence aux manifestations par la violence militarisée – de Ferguson à Baltimore à La Nouvelle-Orléans à Standing Rock – les personnalités politiques continuent d'appeler à encore plus de forces militaires pour mater la puissante résistance exprimée par les gens de Minneapolis qui réclament que justice soit faite. Nous continuons d'assister à l'escalade des menaces de violence proférées par les gens au pouvoir – des Tweets menaçants de Trump appelant à tirer sur les manifestants à la décision du gouverneur d'envoyer la Garde nationale.



En tant que Vétérans pour la Paix, nous savons que la militarisation accrue dans nos communautés n'engendrera jamais la paix. Nous savons que la paix n'est jamais réalisée que par un puissant engagement envers la justice. En tant que vétérans ayant combattu dans diverses guerres, nous savons qu'il y a un lien entre la violence raciste à la hausse aux États-Unis et les meurtres systématiques de centaines de milliers de gens ailleurs, dans d'autres pays. Le racisme grandissant contre les gens noirs, bruns ou musulmans aux États-Unis est un reflet du racisme qui justifie le meurtre de personnes non blanches à l'étranger. L'armée américaine utilise délibérément le racisme pour motiver les jeunes, hommes et femmes, à tuer.

En tant que vétérans, nous savons ce que c'est d'être appelés à faire notre « devoir », alors que notre conscience s'y oppose. Nous exhortons tous les membres de la Garde nationale de déposer les armes et de refuser de se battre contre leurs voisins et les membres de leur propre communauté. Nous vous exhortons à avoir toute l'information nécessaire lorsque vous faites des choix sérieux aux conséquences possiblement sérieuses. Nous exhortons toutes les troupes risquant d'être déployées à Minneapolis ou qui y sont déjà à contacter le National Lawyers Guild Military Law Task Force au (619) 463-2369 et/ou help@militarylawhelp.com pour qu'on vous

conseille un avocat en droit civil pour discuter de vos options.

Le recours constant de notre nation à la militarisation et à la force lorsque ce n'est pas requis – au pays et à l'étranger – est précisément la raison pour laquelle nous nous retrouvons dans cette situation. Il est insensé de penser qu'encore plus de violence et de traumatismes imposés à la communauté de Minneapolis apaiseront le mécontentement. Le gouverneur est passé du recours à une force policière militarisée au recours à l'armée. Il compte sur l'intimidation et la peur pour mettre un terme à ce qui se passe. La seule chose qui apaisera cette tempête, c'est la justice.

Des organisations pro-indépendance de Porto Rico et de la diaspora portoricaine



Un contingent de Portoricains à la manifestation du 31 mai 2020 à New York pour protester contre la mort de George Floyd

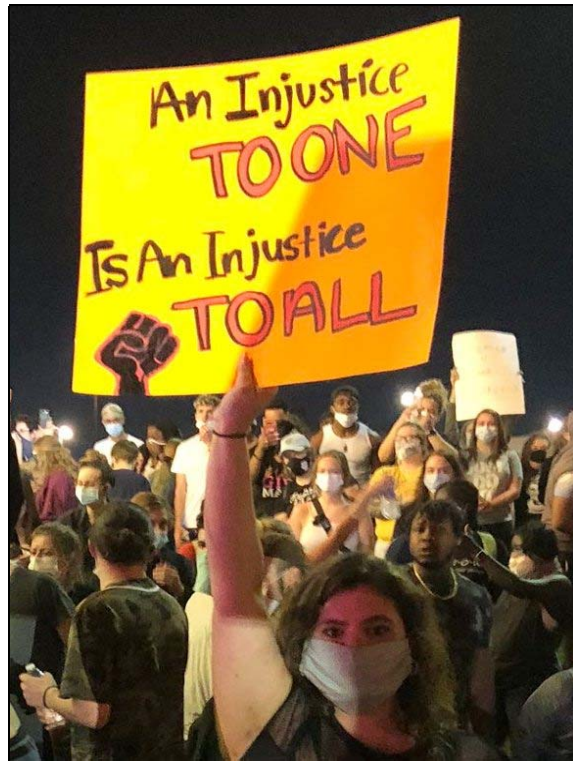
Les organisations pour le mouvement de libération nationale du Porto Rico, signataires de ce communiqué, expriment leur appui résolu aux communautés noires américaines qui au cours des derniers jours manifestent sans répit dans les rues des villes américaines pour exiger que justice soit rendue pour George Floyd. Nous joignons aussi notre voix pour réclamer que les policiers qui l'ont tué soient arrêtés et traduits en justice.

Le meurtre en plein jour de Georges Floyd, un jeune travailleur américain noir, et devant les caméras, est le plus récent affront, une nouvelle attaque directe contre les communautés afro-américaines et toutes les communautés opprimées de ce pays. La police et les forces de l'extrême-droite sont encouragées par les politiques sectaires du président raciste des États-Unis et les forces de l'élite du monde des affaires et de la finance au pouvoir, qui veulent réécrire l'histoire en niant les droits acquis, même au risque de plonger le peuple américain dans une nouvelle guerre civile.

Les Portoricains, les Latinos, les autochtones américains et toutes les communautés opprimées, en tant que composantes importantes de la classe ouvrière au coeur de l'économie du pays, souffrent

quotidiennement des injustices d'un système basé sur l'exploitation du travail et la discrimination raciale, ethnique et de genre qui, par la voie de l'oppression, visent à maintenir l'ordre et les privilèges établis de la classe sociale parasitaire au pouvoir.

Nos communautés portoricaines (de New York, de Chicago, de Newark, du Connecticut et de Floride) en exil aux États-Unis ainsi que plus particulièrement le mouvement d'indépendance portoricain connaissent très bien la brutalité de l'État qui persécute et assassine ceux qui luttent et résistent à l'oppression, à la discrimination et à l'exploitation. C'est pourquoi nous exprimons notre solidarité avec les communautés afro-américaines partout aux États-Unis qui sont sur les premières lignes de défense contre l'État fasciste, raciste et sexiste. C'est ce qui fait que leurs luttes sont ultimement les nôtres. Nous affirmons qu'un peuple opprimé a toujours le droit à la légitime défense en refusant de continuer d'être la cible quotidienne de meurtres et de répression.



Historiquement, tout en dénonçant, nous avons pu constater à chaque instant des confrontations sociales le rôle de la police et des forces répressives de l'État dans la protection de la propriété et des intérêts de la classe politique au pouvoir, dont les intérêts sont contraires aux intérêts de la majorité des gens. D'autres instances répressives comme le FBI, le NSA et la CIA et autres forces paramilitaires sont formées en tant que machines à tuer pour arriver à leurs fins, menant la guerre contre toutes les communautés ouvrières.

Dans notre appel, en exigeant la justice pour George Floyd et toutes les victimes de la brutalité et des morts aux mains de la police et des forces de répression, nous nous rappelons que nous assistons à une exacerbation de la lutte des classes sociales qui s'approfondit avec l'effondrement du modèle capitaliste et la hausse du chômage, le manque de services médicaux adéquats, l'extrême pauvreté, la faim et la misère sans fin qui en résultent.

Il faudra un changement radical du contrat social pour surmonter la crise. Le temps est à la solidarité et à l'unité des peuples.

Voir la [liste des organisations signataires](#).

(30 mai 2020. Traduit de l'anglais par LML)

Le Syndicat national des infirmières unies

Après une fin de semaine de manifestations à l'échelle nationale, les Infirmières nationales unies (NNU) ont déclaré aujourd'hui [1er juin] qu'il est plus que temps que le pays confronte le racisme systémique qui est au coeur d'une grande partie de la crise actuelle et qu'il se consacre aux réformes fondamentales.

« Il existe un lien commun entre la dernière vague de morts aux mains de la police et des suprémacistes blancs d'Afro-Américains et l'impact racial disproportionné de la pandémie et de la

crise économique », a déclaré la directrice exécutive de NNU, Bonnie Castillo, IA.



Manifestation, le 2 juin 2020, des étudiants en médecine de Minneapolis contre le rapport préliminaire trompeur du médecin légiste du comté de Hennepin sur la mort de George Floyd

« Les infirmières comprennent que lorsque vous ressentez de la douleur et de la souffrance, que ce soit un patient ou une communauté qui souffre, la première priorité doit être la guérison et le rétablissement, mus par la compassion et l'humanité », a dit Castillo. « Nous voyons beaucoup trop l'expression d'une réaction inverse. »

Aux États-Unis, des Afro-Américains et, dans de nombreuses régions, des Latinos, sont morts de la COVID-19 en nombres trois à quatre fois plus élevés que le taux des blancs, et ont perdu des emplois dans des pourcentages plus importants depuis mars. « Avec les meurtres de George Floyd, Breonna Taylor et Ahmaud Arbery, il y a une indignation et une frustration palpables après des années d'inaction qui ont provoqué les manifestations », a déclaré Castillo.

« Au lieu de s'attaquer au problème persistant du racisme, et de travailler à des changements transformateurs des pratiques policières et de la crise sanitaire, économique et politique qui frappe les Afro-Américains et les autres communautés de couleur dans des proportions plus grandes, on est témoin de l'inaction, de l'absence de prise de responsabilités, et du blâme qui est carrément rejeté sur les personnes qui souffrent le plus de ces politiques », a dit Castillo.

Par exemple, le médecin légiste de Minneapolis a publié un rapport qui affirme qu'il ne pouvait trouver « aucune évidence physique étayant un diagnostic d'asphyxie traumatique ou d'étranglement » ayant causé la mort de George Floyd, blâmant à la place des conditions médicales latentes, notamment la coronaropathie et l'hypertension cardiaque.

« Il n'est pas mort d'une maladie cardiaque lundi dernier », a déclaré Castillo. « Il est mort alors qu'un policier a appuyé lourdement le genou sur son cou, pendant neuf minutes, qu'il était menotté et allongé sur le ventre, et l'implorait d'arrêter parce que 'je ne peux pas respirer'. Il n'est pas décédé en raison de conditions préexistantes, il est décédé des suites de l'inconduite policière. »

« La maladie préexistante est un outil de marketing développé par le secteur de l'assurance pour refuser la couverture santé ou faire payer des prix exorbitants aux personnes qui peuvent être malades pour de nombreuses raisons qui n'ont rien à voir avec leurs pratiques sanitaires, allant des conditions génétiques à la pollution de l'environnement aux disparités raciales dans le traitement médical. »

« Nous existons tous, avons tous besoin et méritons tous des soins tout au long de notre vie, ce qui est l'engagement fondamental des infirmières, et la maladie préexistante ne doit jamais être utilisée comme prétexte pour refuser des soins ou nier les actes de ceux qui infligent des dommages, des blessures ou d'autres souffrances. La véritable condition préexistante, c'est

l'héritage du racisme. »

Le rapport du médecin légiste ressemblait à une récente déclaration du secrétaire à la Santé et des Services sociaux, Alex Azar, qui citait des comorbidités parmi la population afro-américaine telles que l'obésité et le diabète pour justifier les taux de mortalité très élevés dus à la COVID-19 parmi les Noirs, a noté Castillo, qui a qualifié cela de « tentative transparente de couvrir le désastreux échec de la réponse de l'administration Trump à la pandémie. »

« En fait, c'est le racisme qui est la maladie mortelle, qu'il soit sous la forme de morts aux mains de la police, les décennies de disparités racistes dans les soins de santé, le logement, l'emploi, l'éducation, la justice pénale, et tant d'autres facettes de notre société qui ont maintenant débordé dans nos rues par un appel au changement », a conclu Castillo. « C'est un moment extrêmement périlleux. Nous sommes à la croisée des chemins dans ce pays. Il est de plus en plus évident que l'opposition verbale aux politiques de Washington et de nombreux États ne suffit pas.

« Nous devons fondamentalement remettre en cause les racines systémiques de cette crise, notamment le racisme systémique que l'équipe de Trump non seulement nie mais fomenté.

« Et nous devons reconnaître que c'est le système économique, politique, juridique et des entreprises qui renforce cette crise. Nous devons insister pour que des changements transformateurs protègent la santé et la sécurité de tous, protègent notre diversité et protègent notre démocratie. »

Les Infirmières nationales unies est le syndicat et l'association professionnelle d'infirmières autorisées le plus important et qui croît le plus rapidement aux États-Unis, avec plus de 150 000 membres à l'échelle nationale.

(1er juin 2020. Traduit de l'anglais par LML)

Le Projet de sécurité nationale de l'Union américaine des libertés civiles



L'Union américaine des libertés civiles (ACLU) a été créée en 1920. Son Projet de sécurité nationale « préconise des politiques de sécurité nationale qui respectent la Constitution, l'état de droit et les droits humains fondamentaux » dans des cas reliés à la détention, la torture, la discrimination, la surveillance, la censure et le secret.

Partout au pays, les gens manifestent contre la brutalité policière et le racisme systémique. Ils exigent sans répit la justice pour George Floyd, Breonna Taylor et les innombrables autres personnes noires qui ont été tuées par la police. En guise de réponse, le président Trump, appuyé par des complices belliqueux au Congrès et dans son administration, a menacé de déployer des troupes dans les États, et des agences fédérales mènent des enquêtes sur les manifestants en lien avec le terrorisme domestique. Ces menaces et actions présidentielles sont autoritaristes, irresponsables, dangereuses et inadmissibles.

La menace de Trump d'invoquer la *Loi de 1807 sur l'insurrection* est extraordinaire — au cours des derniers 50 ans, un président a rarement utilisé une telle autorité extrême, et avec raison. Dans ce pays, nous avons une norme contre le déploiement militaire au pays même, en raison de la menace qu'une telle action fait planer sur la liberté et les droits civils individuels. Cette norme existe sous forme de législation — en 1878, le Congrès adoptait la *Loi Posse Comitatus* visant à interdire le recours aux forces militaires fédérales pour « exécuter la loi » sans l'autorisation de la Constitution ou du Congrès, ce qui veut dire que les forces militaires fédérales ne peuvent, à titre d'exemple, fouiller, saisir, mettre en état d'arrestation, appréhender, arrêter ou fouiller, poursuivre, interroger ou enquêter sur des civils.

Mais le Congrès a adopté des exceptions à la *Loi Posse Comitatus*, parmi lesquelles la plus vaste et potentiellement la plus dangereuse est la *Loi de 1807 sur l'insurrection*. Par cette loi, le Congrès a autorisé les présidents à déployer des troupes fédérales à service actif et des membres de la Garde nationale sous contrôle fédéral — pour réprimer des insurrections, des actes de violence massifs ou répandus qui rendent « impraticable » l'application de la loi fédérale, ou des violences similaires qui font entrave à la loi fédérale ou encore au cours de la justice. Historiquement, des présidents ont invoqué cette autorité de déployer des troupes à la demande de l'État, mais aussi parfois à l'encontre des objections d'un État — par exemple, pour consolider les protections des droits civils et la déségrégation judiciaire, ce qui est contraire à ce que Trump ferait.

We are united in solidarity
with Minneapolis, Louisville and all
the communities reeling from the
murders of Black people by police.

We will not rest until there is
an end to racist policing.

We will not rest until there is
real justice for George Floyd,
Breonna Taylor and all who came
before them and, unfortunately,
will likely come after them.

ACLU

Autant que Trump aime la rhétorique liée à la « guerre » et perçoit les manifestations noires et brunes comme des menaces, la réalité est que nous ne sommes pas en guerre dans ce pays. Ni est-il impraticable pour les autorités civiles de répondre de façon calme et responsable à l'agitation, surtout lorsque celle-ci est le résultat de leurs propres abus. Les manifestants exigent que les autorités policières mettent fin à des décennies de traitement injuste, inéquitable et raciste des communautés noires.

Ce que Trump ne semble pas comprendre lorsqu'il menace de déployer un pouvoir militaire « illimité » au pays, c'est qu'il y a, en effet, des limites. Même s'il devait invoquer à tort et à travers la *Loi sur l'insurrection*, les troupes fédérales seraient toujours sujettes à toutes les mesures de protection et de restrictions stipulées dans la Constitution. Malgré tout, l'escalade pourrait engendrer des dangers évidents d'une surveillance gouvernementale excessive et du recours à la force, contrevenant ainsi à la Constitution. La police civile, les forces de la Garde nationale dans le District de Columbia, ainsi que dans certains États, agissent déjà avec abus et violence graves.

Une réponse encore plus militarisée à la dissidence civile ferait augmenter les tensions, la crainte et la douleur que nous voyons et ressentons partout au pays, surtout dans les communautés déjà traumatisées par la violence policière. Nous verrions une croissance d'activités policières dans les

vies des Noirs — la raison-même des manifestations qui s'agitent dans tout le pays.

D'anciens et actuels dirigeants militaires préviennent, et avec raison, des dangers de déployer plus de troupes, rappelant à celles-ci les principes de base de la Constitution. Tout de même, que des dirigeants militaires soient loués comme des influences apaisantes est un triste signe qui montre à quel point sont effrités nos politiques, nos normes et notre pays. Il n'y a pas si longtemps, des dirigeants militaires ont dû réaffirmer l'interdiction de la torture alors qu'elle était systématiquement utilisée contre les hommes bruns et noirs à l'étranger.

En fin de compte, le chemin parcouru n'est pas si énorme, Amérique. Peut-être les législateurs vont-ils enfin se réveiller devant les décennies de violations des droits, de politiques étrangères bellicistes — et constater comment ces phénomènes sont liés à la militarisation de la police et au racisme au pays. Ces politiciens qui aiment bien exprimer leur admiration pour le docteur Martin Luther King Jr. feraient bien de se rappeler ses appels radicaux à l'action contre « le triplet géant que sont le racisme, le matérialisme extrême et le militarisme ». Il y a tant de choses qui nécessitent des réformes fondamentales, et les gens dans la rue manifestent leur volonté urgente de changement. Et pourtant, comme à l'époque du Dr King, les agences fédérales traitent les manifestations et les manifestants des droits civils comme des terroristes domestiques — des ennemis de l'État.

L'attention du public s'est concentrée principalement sur les accusations de Trump contre les Antifa pour la violence et l'affirmation qu'il allait la nommer organisation terroriste domestique, même s'il n'en a pas l'autorité juridique. Et le jour même, le bureau extérieur du FBI à Washington a annoncé qu'« aucun renseignement n'indique la présence/participation d'Antifa » dans la violence, et une évaluation plus récente du département de la Sécurité nationale a conclu que la violence qui a eu lieu était un résultat d'opportunisme.

Le fait de ne se concentrer que sur les Antifa, cependant, fait oublier les torts et les conséquences plus larges. Cette semaine, le procureur général Barr a annoncé avec enthousiasme que le département de la justice allait avoir recours à ses pouvoirs d'enquête larges et abusifs sur le terrorisme domestique pour répondre à l'agitation civile.

Le terrorisme est un concept fondamentalement politique dont on abuse et dont on fait mauvais usage. Les communautés de couleur le savent déjà sur la base de 20 ans d'expérience à être ciblées par une surveillance et des enquêtes discriminatoires en vertu du *Patriot's Act* aux pouvoirs étendus et d'une vague définition de ce qu'est le terrorisme domestique. Les communautés noires sont depuis longtemps dans la mire des autorités policières fédérales : en 2017, le FBI a inventé l'étiquette « extrémistes identitaires noirs », ouvrant toute grande la porte au profilage biaisé des personnes noires et d'organisations dirigées par des Noirs et dont le but est d'exiger la justice raciale. L'agence semble avoir mené de telles enquêtes sur les activistes et les manifestations autochtones. Les dirigeants et groupes des droits civils exigent depuis longtemps une réforme de la sécurité nationale et des autorités criminelles qui suppriment ou punissent de façon discriminatoire les personnes noires et brunes, et soulèvent des préoccupations importantes au sujet de questions comme la protection égale, l'état de droit, et le Premier amendement. Mais le Congrès s'entête à ne pas agir.

Maintenant, Trump et Barr semblent être prêts à faire peser le plein poids des pouvoirs d'enquête et des agences post-11 septembre du gouvernement fédéral sur les nouvelles générations d'activistes pour la justice raciale et les droits civils qui se font entendre pour le droit des personnes noires de vivre, et pour une Amérique plus égalitaire et juste.

Ce sont certains des dangers réels auxquels nous sommes présentement confrontés — et que nous rejetons.

(4 juin 2020. Traduit de l'anglais par LML)

Déclaration commune de l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur et de femmes professionnelles

La National Association for the Advancement of Coloured People (NAACP) est la plus ancienne et la plus grande organisation non partisane de défense des droits civils aux États-Unis, créée en 1909 pour faire avancer la justice pour les Afro-Américains. The Links Inc. est une organisation de bénévoles de plus de 16 000 femmes afro-américaines engagées à assurer la survie culturelle et économique des Afro-Américains et d'autres personnes d'ascendance africaine.

La NAACP [Association nationale pour la promotion des gens de couleur] et The Links, Incorporated, publient une déclaration commune pour exprimer leur ferme appui à l'indignation collective et aux appels à la réforme de la police mis de l'avant par les résidents de tout le pays, en réponse à la mort de George Floyd aux mains de la police de Minneapolis et à la mort récente de Ahmaud Arbery, Breonna Taylor et d'autres personnes aux mains des responsables actuels et anciens de l'application de la loi. Les protestations à l'échelle du pays représentent la colère, la douleur, la peur et l'absence de confiance envers le régime d'application de la loi à la suite de décennies de brutalité contre les Américains d'origine africaine.

Pendant trop longtemps, le régime d'application de la loi et de justice criminelle a soumis au profilage racial, arrêté, accusé et condamné les Américains d'origine africaine de manière plus dure que les autres personnes aux États-Unis. Comme le meurtre de George Floyd le démontre de manière tragique, toute interaction entre un Américain d'origine africaine et un officier responsable de l'application de la loi peut devenir sur-le-champ fatale. Nous ne nous arrêterons pas tant que tous les policiers impliqués dans ces incidents ne seront pas arrêtés, accusés et condamnés. Nous devons nous assurer que justice sera rendue dans chacun de ces cas.

La condamnation universelle dans tout le pays de la violence policière contre la communauté noire représente un moment décisif. Il est temps que des changements systémiques au maintien de l'ordre soient faits dans le pays. Nous avons besoin de réformes au niveau fédéral, de chaque État et local qui imposent une responsabilité policière stricte, qui limitent l'usage de la force, éliminent le profilage racial, démilitarisent l'application de la loi, suivent de près et publient les données et garantissent un contrôle, une éducation et une formation appropriés de tous les officiers. Les agences locales d'application de la loi reçoivent du financement fédéral et doivent être forcées de se conformer aux lois fédérales en matière de droits civils.



Derrick Johnson, le président et PDG de la NAACP a dit : « Assez, c'est assez. Le pays tout entier a atteint son point limite en ce qui a trait aux pratiques de la police. Nous ne devons pas permettre qu'une seule autre personne noire meure aux mains du gouvernement. Notre campagne #WeAreDoneDying (Nous avons fini de mourir) vise à éliminer les disparités raciales qui s'attaquent à nos communautés et nous prennent nos vies. Nulle part y a-t-il une injustice systémique aussi grande que dans le traitement fait à la communauté noire par le régime d'application de la loi qui est chargé de la garder et de la protéger. Nous devons saisir ce moment pour éliminer le racisme dans la pratique policière et rendre chaque officier redevable de ses actions. »

Kimberly Jeffries Leonard, Ph. D., présidente nationale de The Links Incorporated a dit : « Notre communauté a atteint son point de rupture. Nous n'accepterons pas une mort de plus fondée sur la race, une sentence injuste de plus ou un déni de plus de nos droits civils et humains. C'est maintenant le temps de prendre la parole. Nous devons avertir les gens au pouvoir que de simples gestes quotidiens tels que le jogging, l'achat de biens personnels, ou dormir à la maison, ne puissent se transformer en une sentence de mort pour les Noirs. The Links, Incorporated, et nos plus de 16 000 membres s'engagent à assurer la survie de nos communautés d'ascendance africaine et à faire les changements nécessaires pour qu'elle soit assurée. Nous faisons nôtre l'appel de la NAACP aux Nations unies à classer la maltraitance des Noirs aux États-Unis par la police comme une violation des droits humains. Nous demandons un examen des incidents par les commissions d'évaluation et les commissions des droits humains et le port de caméras corporelles par tous les officiers. Nous ne pouvons plus reporter à plus tard les actions. Notre voix collective peut faire une différence. Assez, cela veut vraiment dire assez. #LinksCallToJustice. »

(2 juin 2020. Traduit de l'anglais par LML)



Le Conseil des relations américano-islamiques de la région de la baie de San Francisco et le Caucus juridique asio-américain pour l'avancement de la justice

Le Council on America-Islamic Relations est la plus grande organisation de défense des libertés civiles musulmanes des États-Unis. Le Caucus juridique asio-américain pour l'avancement de la justice a été fondé en 1972 en tant que première organisation asiatique-américaine de défense des droits civils et juridiques aux États-Unis, avec un intérêt particulier pour la satisfaction des besoins des Américains d'origine asiatique et des îles du Pacifique à faible revenu, immigrés et mal desservis.

Le bureau du Conseil des relations américano-islamiques de la région de la baie de San Francisco (CAIR-SFBA) et le Caucus juridique asio-américain pour l'avancement de la justice (ALC) dénoncent aujourd'hui l'utilisation des lois antiterroristes pour cibler les manifestants et empêcher la prise de parole.

Le département américain de la Justice (DOJ) a annoncé, le dimanche 31 mai dernier, que le gouvernement fédéral se coordonne avec les autorités d'État et locales d'application de la loi, par le biais des équipes spéciales de lutte contre le terrorisme (JTTF) du FBI, pour enquêter sur les « Antifa et d'autres groupes similaires » et porter des accusations contre des individus en vertu des lois antiterroristes nationales. En nommant Antifa, qui n'a ni structure centralisée ni appartenance identifiable, les forces de l'ordre fédérales et locales ont indiqué leur intention de cibler largement les individus qui manifestent, protestent et réclament justice.



En réponse, les deux organisations publient la déclaration commune suivante :

« Nous dénonçons cette tentative du gouvernement fédéral de faire taire la liberté d'expression et la voix des organisateurs, des activistes et des dirigeants qui confrontent les meurtres, la

discrimination et l'injustice sanctionnés par l'État et perpétrés contre les communautés noires partout au pays.

Le FBI a une longue histoire de cibler les activistes noirs et de qualifier de terrorisme la dissidence et l'opposition politiques. Du programme COINTELPRO désormais discrédité, à la surveillance des activistes de Black Lives Matter, le FBI a régulièrement utilisé son pouvoir pour surveiller, infiltrer, discréditer et perturber la dissidence civile. Cependant, cette menace de poursuivre à grande échelle et ouvertement les manifestants en faisant appel aux JTTF et aux lois antiterroristes est nouvelle et dangereuse. Utiliser l'épouvantail du terrorisme pour supprimer la liberté d'expression, la liberté de manifester et d'exprimer des griefs est la marque de commerce des régimes fascistes.

Nous nous tenons aux côtés des communautés noires dans la résistance et exigeons que le DOJ revienne sur sa position et utilise plutôt ses ressources pour purger les forces de l'ordre du fléau de la suprématie blanche partout au pays. »

CAIR-SFBA est un bureau de CAIR, la plus grande organisation musulmane de défense des libertés civiles d'Amérique. Sa mission est d'améliorer la compréhension de l'islam, de protéger les droits civils, de promouvoir la justice et d'investir de pouvoir décisionnel les musulmans américains.

Le caucus juridique asio-américain pour l'avancement de la justice (ALC) a été fondé en 1972 en tant que première organisation asio-américaine de défense des droits civils et juridiques du pays. Reconnaisant que les inégalités sociales, économiques, politiques et raciales continuent d'exister aux États-Unis, l'ALC s'est engagé à rechercher l'égalité et la justice pour tous les secteurs de notre société, en mettant un accent particulier sur la réponse aux besoins des immigrants à faible revenu et des Américains d'origine asiatique et des îles du Pacifique qui sont mal desservis.

(3 juin 2020. Traduit de l'anglais par LML)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca